rien changer à l'état de la Noblesse fixé par la Déclaration de 1736. L'on a continué de discuter les nouvelles rédactions du Règlement ; & de nouveaux incidens se sont élevés, capables de troubler l'harmonie qui avoit régné jusquelà. Le parti de la Noblesse qui avoit rejeté d'abord la voye des représentations, sous prétexte du droit exclusif des Etats de faire eux-mêmes des Réglemens, est fort augmenté en nombre ; & si ce parti l'avoit emporté sur l'autre, la fin de la tenue fixée au 26. Mars auroit été orageuse : d'ailleurs la Noblesse a remis un Mémoire particulier aux Commissaires du Roi contre le Duc d'Aiguillon, & sur la nécessité de rappeler l'universalité du Patlement &c. en les priant, d'abord par une Députation, de le faire passer au Roi, d'y joindre leurs bons offices ; & le 23. elle a été en corps réitérer la même priere. Les Commissaires ont fait là-dessus une longue réponse portant un refus net d'acquiescer à ce que l'Ordre demandoit, d'autant que telle demande ne pouvoit que lui être préjudiciable dans un tems où Sa Majesté l'a comblé des marques de sa bienveillance depuis l'ouverture des Etats ; qu'ils étoient pénétrés de douleur de ce que leur devoir les forçoit à contrarier les vûes & les desirs de l'Ordre, mais que c'étoit pour le servir utilement ; qu'au reste, dans le compte qu'ils devoient au Roi de leur conduite, ils ne lui laisseroient pas ignorer les objets de la demande de l'Ordre, non-plus que les motifs du refus qu'ils faisoient de s'y prêter.

C'est-là ce qui étoit à rapporter de ce qui s'est passé aux Etats de *Bretagne* assemblés à *Saint-Brieux* & de la Commission Royale qui y a été envoyée. On comptoit que cette affaire présenteroit encore